



HAL
open science

Anne Masseran, Philippe Chavot (dir.), Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique, Presses universitaires de Lorraine, coll. “ Série actes ”, 2013

Antoine Blanchard

► **To cite this version:**

Antoine Blanchard. Anne Masseran, Philippe Chavot (dir.), Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique, Presses universitaires de Lorraine, coll. “ Série actes ”, 2013. Lectures, 2014. hal-01297277

HAL Id: hal-01297277

<https://hal.science/hal-01297277v1>

Submitted on 3 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne Masseran et Philippe Chavot (dir.), *Les cultures des sciences en Europe. Volet 1 : dispositifs en pratique*

Antoine Blanchard

Diplômé en sociologie des sciences de l'Université de Strasbourg, co-fondateur de Deuxième labo, membre du groupe de réflexion Traces

21/12/2013

Les actes de ce colloque organisé à Nancy en février 2011 visent à faire état de dispositifs qui ne cherchent pas tant à « transférer un noyau de connaissances [...] stable » au grand public qu'à attribuer « des significations culturelles aux sciences et aux techniques » (p. 15). Cette vision de la culture scientifique et technique (CST) nous rassure sur la vitalité d'un champ qui a pu parfois être victime de sa propre institutionnalisation, prétexte à lutter contre la désaffection des filières scientifiques et à rétablir la confiance entre le grand public et la technoscience. Les quatorze contributions réunies ici passent au crible de l'analyse des expériences récentes de participation citoyenne aux choix scientifiques, d'hybridation des savoirs et d'appréhension culturelle des sciences et techniques. Daniel Raichvarg, dans son introduction, de se féliciter de l'essor des recherches en sociologie, linguistique, sciences de l'information et de la communication, sciences de l'éducation... qui prennent la CST comme objet, et tentent de répondre à la question (dont il montre qu'elle est ancienne) de ses effets et de son impact .

Dans ce compte-rendu, plutôt que de coller à l'organisation des chapitres proposée par l'ouvrage, je me propose de dégager plusieurs problématiques récurrentes dans les contributions, autour des questions des métiers de la médiation scientifique, de ses publics, de ses intentions, et du passage des théories aux actes.

Les professionnels intervenant dans la CST sont divers mais la première communauté concernée est celle des acteurs scientifiques eux-mêmes. Premier constat amer : Cyrille Bodin montre à partir d'une étude de terrain à Grenoble que « la vulgarisation tient lieu d'habitus structurant une communauté, et participant à la reproduction sociale de la conception positiviste que les sciences se font d'elles-mêmes » (p. 98). Quand les chercheurs vulgarisent, on est loin des postures critiques et de la déconstruction du modèle du déficit¹ : « les postulats d'une réception "profane" et d'un "fossé des connaissances" ne sont jamais discutés, et viennent confortablement justifier la finalité des pratiques vulgarisatrices » (p. 97). Néanmoins, il faudrait se garder d'une vision simpliste qui donnerait raison aux professionnels de la médiation contre les chercheurs : Clémence Emprin a étudié la restitution publique d'un projet et d'un programme de recherche, où les chercheurs coordinateurs s'effacent devant des professionnels des médias ou de la médiation, lesquels échouent à valoriser les relations existantes entre acteurs et à traiter chaque

¹ Le modèle du déficit voit dans le manque des connaissances scientifiques des profanes la source de la résistance au progrès, et fait de l'instruction vers le bas le but premier de la CST. Pour citer Michel Callon (« Des différentes formes de démocratie technique », *Annales des mines* n° 9, pp. 63-73, 1998) : « non seulement les scientifiques doivent tout apprendre *au* public, mais de plus ils ne peuvent rien apprendre *de* lui ».

situation de communication dans sa spécificité. La difficulté à se départir de son rôle semble être une constante : là où Cyrille Bodin décrivait « des dispositifs orientés par la projection d'un monde social de chercheurs relativement uniforme, et sur une société conçue comme un ensemble » (p. 93), Agnès D'Arripe constate que dans des « ateliers de recherche » invitant à la même table chercheurs et professionnels, « la partition communicationnelle » ne permet pas aux participants d'être égaux, avec des « références fréquentes au terrain que l'on retrouve chez les non-chercheurs qui vont argumenter leur position en se référant à cet ancrage particulier, à cette expérience qu'ils maîtrisent » (p. 139). Par ailleurs, Fabienne Crettaz Von Roten constate que la structure pyramidale des rétributions et des ressources dans la communauté scientifique se retrouve dans les activités de médiation : les femmes participent moins que les hommes et leurs activités de vulgarisation sont perçues comme une perte de qualité scientifique lors des procédures de nomination, alors que chez les hommes la vulgarisation est valorisée comme moyen de toucher le grand public !

Aux côtés des chercheurs et des professionnels de la communication, on trouve également des ONG. Sezin Topçu donne un exemple de projet européen axé sur la mise en œuvre d'un guide de protection et de conduite en cas de contamination radioactive de longue durée, qui attribue aux ONG spécialisées un rôle de médiateur entre les décideurs et les populations. Mais face à l'impératif participatif, celles-ci réagissent diversement, du refus systématique à la participation professionnelle en passant par une « participation réservée ». Pour Agnès Weill, le domaine du nucléaire donne également à voir une information « reconstruite et formatée dans un discours vulgarisé », résultat d'une communication des industries nucléaires (CEA, EDF, ANDRA...) externalisée en grande partie auprès d'agences de communication. Dans les visites de sites, le fort accent mis sur l'accueil et la scénographie détourne paradoxalement les visiteurs de la rencontre avec les opérateurs et le personnel, qui deviennent inaccessibles. Cette communication institutionnelle qui sonne faux a son pendant du côté du développement durable et des centres de science : dans son étude des *serious games* mobilisés dans les expositions sur le climat et les épidémies, à la Cité des sciences et de l'industrie, Anne Gagnebien montre que les professionnels de la communication, du spectacle, de l'information... qui produisent ces expositions esthétisent certains modes de vie qui coïncident avec leur imaginaire. L'auteur nous invite alors à nous interroger « sur la capacité de l'institution muséale à susciter un débat ainsi qu'un engagement de la part de ses visiteurs » (p. 84).

Les acteurs maintenant rhabillés pour l'hiver, nous pouvons nous pencher sur les publics. Dans le programme de recherche et le projet de recherche étudiés par Clément Emprin et liés au développement durable, le public est formé d'acteurs politiques et de gestionnaires (agence de l'eau, Office national des eaux et des milieux aquatiques). Le public des gestionnaires est clairement pris en compte « en amont dans la définition du problème à traiter » (p. 118) tandis que les acteurs politiques font l'objet d'une réflexion chemin faisant. Plus classiquement, le débat public sur la gestion des déchets radioactifs étudié par Agnès Weill vise les citoyens « ordinaires »... mais très peu y participent : c'est un débat d'initiés (ministère de l'industrie, Autorité de sûreté nucléaire, industriels opérateurs, centres de recherche

et experts commandités) d'où même les associatifs sont rapidement sortis en « dénonçant le caractère non démocratique du dispositif » (p. 179). Nous y reviendrons plus loin. Enfin, dans la dernière contribution notable sur la question des publics, Agnès Alessandrin et Anne-Marie Houdebine décrivent un dispositif de médiation entre producteurs et consommateurs dans le domaine alimentaire. Celui-ci est basé sur un panel de consommateurs citoyens, composé de 15 à 20 participants sélectionnés selon des critères *ad hoc* et dont sont exclus les militants – pour privilégier des participants « naïfs ». Au terme d'un « parcours de découverte [calqué sur] le modèle de l'analyse sensorielle » (p. 208), les panelistes vont adopter une posture de « citoyen responsable » voire de médiateur auprès de leurs proches, et vont « formuler un avis pour [leur] propre compte et pour le collectif selon une posture morale » (p. 213). Un succès, semble-t-il.

À trois reprises, des théories de la médiation sont passées au crible de leur mise en œuvre. Ainsi, les débats publics sur la gestion des déchets radioactifs et sur les nanotechnologies échouent à faire participer le grand public à l'action publique (j'ai déjà dit que le citoyen ordinaire avait déserté les débats) et à impliquer ses participants dans un engagement citoyen : « le dispositif du débat CNDP est encore fortement imprégné par [le modèle] du déficit où l'on promeut la science dont le citoyen est censé avoir besoin » (p. 185). C'est l'échec brutal de la démocratie technique, avec un « métadiscours de défiance » qui résulterait d'une contestation du dispositif, « symptomatique des difficultés, en France, à instaurer le débat à thème scientifique » (p. 190). Une analyse de la courte histoire des boutiques de science en France par Renaud Debailly montre que leur échec s'explique par la disjonction entre une ambition de contribuer au changement social portée par des chercheurs engagés et des boutiques associées institutionnellement à la vulgarisation et à la culture scientifique. Exit le projet du « tournant participatif » esquissé après mai 1968 – et exit aussi toute ambition sociétale de la CST ?

En résumé, on voit que les intentions inclusives des dispositifs de médiation scientifique se heurtent à la réalité du terrain (sexisme, exclusion sociale, détournement...). On voit néanmoins réussir des usages militants du savoir, quand la vulgarisation scientifique est mise au service de son intention d'informer le citoyen et de l'amener à l'action — avec l'exemple de l'ouvrage sur les pesticides de Rachel Carson, « Le printemps silencieux » (1962) étudié par Frédéric Clément. On s'enthousiasme aussi pour des actions originales de culture scientifique à base de chansons populaires chez Daniel Raichvarg et Philippe Ricaud, ou s'appuyant sur la danse chez Joanne Clavel. Il y a aussi le cas des séries télévisées de police scientifique, qui ne font pas œuvre de vulgarisation mais opèrent un travail de reformulation des objets de savoir et « rendent la science quotidienne, usuelle, banale » (p. 70). On retire de cette mosaïque contrastée la conviction qu'il faut armer nos actions de médiation d'une analyse rigoureuse et d'une réflexivité salvatrice... en attendant la parution du second volet « Dispositifs, publics, acteurs, institutions » qui couvrira le colloque organisé à Strasbourg en octobre 2011.